Communiqué de presse

094/ 26

UFMICT

**Montreuil, le 28 octobre 2026**

# Le Collectif Médecins-Pharmacien·ne·s UFMICT-CGT appelle tous·tes les médecins et pharmacien·ne·s à se déclarer grévistes et à participer aux manifestations du 5 novembre.

La rentrée sociale a été marquée par les manifestations des agent·e·s de la fonction publique (300.000 participant·e·s le 29 septembre), de la jeunesse, lycéen·ne·s, étudiant.e·s, manifestant pour témoigner de leurs conditions de vie et d'études devenues scandaleuses, vite rejointes par l'entrée dans la lutte de nombreux travailleurs et travailleuses (près de 800.000 manifestant·e·s les 17 et 24 octobre), avec le soutien de plus en plus de syndicats et d'associations.

La seule réponse a été une répression policière accrue, prenant prétexte de dégradations et de violences (que la CGT a immédiatement condamnées) ; en tant que soignant·e·s, nous ne pouvons que condamner de la manière la plus absolue le fait que des manifestant·e·s notamment mineur·e·s aient subi des blessures aux conséquences irrémédiables. Nous mettons notamment en cause l'utilisation d'armement de guerre, notamment la dernière grenade autorisée GL-304 qui a déjà arraché plusieurs mains, comme en son temps, la GLI-F4.
Comme cette dernière, la GL-304 doit être interdite d'usage.

Cette conception du « dialogue social », violences policières, interdiction de manifestations, couvre-feux, fait malheureusement le jeu d'une extrême droite heureuse de les instrumentaliser.

Tout cela dans le contexte de présentation d'un projet de budget dans la droite ligne des années précédentes, mettant à contribution travailleur·euse·s, retraité·e·s et patient·e·s, sans réelle contribution du côté des entreprises, y compris celles qui bénéficient le plus des exonérations de cotisations (estimées à 80 milliards en 2025, et pérennisées en 2027) et distribuent des dividendes exponentiels à leurs actionnaires. Le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2027 n'échappe pas à cette logique ; outre le serpent de mer de la fraude sociale et des abus d'arrêts de travail, les deux mesures phares sont le plafonnement des revalorisations des retraites, et la réforme du plafonnement des indemnités journalières, avec en outre une fiscalisation des IJ pour accident de travail.

Mais cela ne doit pas faire oublier la proposition d'augmentation de l'ONDAM limitée à 2 % (3 % en 2026 était déjà jugé très insuffisant pour simplement garantir l'existant) ; la facilitation de la mise sur le marché de molécules « innovantes » par le déremboursement d'autres médicaments courants ; la forfaitisation de la prise en charge des patients en ALD par les centres de santé ; la chasse aux médecins prescrivant des arrêts de travail ; le transfert sur les mutuelles (et donc sur les cotisants) de remboursements de médicaments; et la hausse du plafond des franchises à 140 euros par an, mise en place avant la discussion du PLFSS.

Nombreux·ses sont les médecins qui estiment désormais que la dégradation de notre système de santé, et de nos services publics, n'est plus tolérable. Cette recherche à tout prix d'économies sur le dos des patient·e·s et des soignant·e·s s'est soldée par la fermeture de 45.000 lits depuis 2013 dans le secteur hospitalier, par la fermeture de plus de cent maternités en dix ans, par un débordement permanent des urgences, par une fuite du personnel hospitalier, par une pression constante sur l'activité, par une perte de sens de nos métiers.

La jeunesse nous montre l'exemple : c'est par une grève massive que nous mettrons le patronat et le gouvernement sous pression et que nous gagnerons sur nos revendications et pourrons reconquérir le service public de santé.

C'est par la grève que nous gagnerons les budgets pour tous nos services publics et les financements pour notre Sécurité sociale.

**La CGT appelle à des assemblées générales partout sur les lieux de travail pour décider de la généralisation de la grève le 5 novembre, date de la journée de grève et de manifestations décidée par l'intersyndicale interprofessionnelle. Les médecins ne peuvent rester indifférents, et le Collectif médecins-pharmacien·ne·s UFMICT-CGT les appelle à participer avec les syndicats de leurs hôpitaux à l'organisation d'Assemblées générales afin de préparer la mobilisation et prendre part à toutes les actions et initiatives décidées ce jour-là, y compris par la grève.**

**Fédération de la Santé et de l'Action Sociale**
*Responsable Communication* - Jérémi Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX